



Le 12 juin 2025, à Toulouse

M. Guillaume Faury
CEO Airbus

Objet : Airbus doit agir pour stopper le génocide à Gaza

Monsieur,

Vous n'êtes pas sans savoir qu'en Palestine un drame est en train de se dérouler sous nos yeux, un drame que l'humanité a bien trop souvent connu : un génocide.

Le gouvernement israélien s'acharne contre tout un peuple en bombardant méthodiquement la bande de Gaza, un territoire d'environ 365 km². Ce sont plus de 54 000 civils, des enfants, des femmes et des hommes qui ont péri et plus de 125 000 blessés. La quasi-totalité des hôpitaux sont détruits, tout comme les logements et les infrastructures vitales.

Depuis de nombreux mois, le gouvernement israélien interdit l'entrée de toute aide humanitaire, menaçant de famine et d'épidémies des centaines de milliers de civils, dont un million d'enfants. En Cisjordanie et Jérusalem-Est, des Palestiniens meurent chaque jour sous le joug des colons et de l'armée. C'est aussi l'intensification de la colonisation avec la création de nouvelles colonies et l'expulsion des habitants. Personne ne peut rester insensible face à ces crimes contre l'humanité reconnus par le droit international et l'ONU.

Au travers du battage médiatique et politique, le gouvernement israélien et ses alliés tentent de faire croire que le conflit en Palestine a débuté le 7 octobre 2023. Ils minimisent la situation et cherchent par tous les moyens à faire taire toute opposition en Israël et à l'international. La CGT condamne les massacres atroces du 7 octobre, également crime contre l'humanité, et demande la libération de tous les otages.

Faire croire que le conflit et l'enfer vécu par les Palestiniens remontent au 7 octobre, relève du mensonge et de la complicité. C'est en 1948 que tout commence pour les Palestiniens chassés de leur terre. Un régime d'apartheid et de colonisation a été progressivement mis en place et une prison à ciel ouvert a été créée dans la bande de Gaza.

A l'image des dockers français et italiens qui ont bloqué l'acheminement d'armes vers Israël, les salariés Airbus ne veulent pas être complices. Les manifestations, les grèves, les boycotts sont des moyens d'expression d'une réelle opposition émancipatrice. Chacun à son niveau peut se mobiliser pour pousser les gouvernements à agir pour la paix définitive entre les peuples et pour la reconnaissance de l'état de Palestine dans le cadre du droit à l'autodétermination du peuple Palestinien, comme c'est le cas pour 147 pays dans le monde dont l'Espagne, la Suède ou l'Irlande.

C'est aussi au pouvoir économique d'agir en faisant pression et en interrompant immédiatement tous les échanges commerciaux avec Israël.

C'est ce que la CGT du groupe Airbus vous demande de faire immédiatement et publiquement. Cela aura pour but d'envoyer un message fort et de créer à n'en pas douter une réaction en chaîne.

Cela a été possible dès le 28 mars 2022, contre le gouvernement russe suite à l'invasion de l'Ukraine. La vente d'aéronefs à la Russie ainsi que des composants indispensables à leur maintenance est interdite. Le groupe Airbus semble avoir respecté cette directive européenne.

Il faut faire de même contre le gouvernement israélien. Nous ne citerons pas ici tous les partenariats et contrats que possèdent Airbus avec Israël. Nous savons que le groupe Airbus collabore avec IAI (Israël Aerospace Industries) pour fournir des drones Heron à l'agence Frontex (responsable d'un autre drame humain en méditerranée). Airbus équipe également les A330 MRTT, A400M de matériels israéliens de la société Elbit Systems (entreprise israélienne d'armement).

Les intérêts économiques d'une entreprise, ici ceux d'Airbus avec Israël, doivent toujours s'effacer au profit de l'Humanité.

En tant que Président du Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS), vous avez la responsabilité et les moyens d'agir au-delà d'Airbus.

À l'heure de l'ouverture du salon du bourget, où se discutent de nombreux contrats d'armement impliquant les États et les industriels, la CGT vous demande d'user de votre influence et de votre position pour boycotter les entreprises israéliennes.

Monsieur Faury, au nom de l'Humanité, agissez !

La coordination CGT du groupe Airbus